



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 239  
(Privé)

## Loi concernant la ville de Saint-Eustache

---

### Présentation

Présenté par  
M. Pierre de Bellefeuille  
Député de Deux-Montagnes



---

Éditeur officiel du Québec  
1984



# Projet de loi 239

(Privé)

## Loi concernant la ville de Saint-Eustache

ATTENDU que la ville de Saint-Eustache a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville de Saint-Eustache par l'insertion, après le paragraphe 23.2°, du suivant:

«23.3° Pour réglementer l'installation et le fonctionnement des systèmes d'alarme et exiger un permis à cette fin aux conditions fixées par le conseil; pour permettre à la ville de réclamer le remboursement des frais engagés par elle dans les cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement de tels systèmes.

Pour faire des arrangements spéciaux avec les contribuables intéressés afin de relier leur système d'alarme à un tableau central installé dans un édifice municipal et pour autoriser le prélèvement d'un montant approprié pour bénéficier de ce service;».

**2.** L'article 414 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par l'insertion, après le paragraphe 5° du premier alinéa, du suivant:

«5.1° Pour réglementer les spectacles érotiques, les prohiber ou les autoriser en certains lieux seulement et à certaines conditions;»;

2° par l'insertion, après le paragraphe 10° du premier alinéa, du suivant:

«10.1° Pour réglementer les clubs, plages ou camps de nudisme, les prohiber ou les autoriser en certains lieux seulement et à certaines conditions;».

**3.** L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 9° par le suivant:

«9° *a*) Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage des voies pour bicyclettes sur toute rue, allée ou place publique.

Pour décréter l'aménagement de voies piétonnières ou des pistes pour bicyclettes dans toute rue, ruelle ou place publique ou tout autre endroit sur lequel la ville possède des droits ou des servitudes et en régler la construction et l'usage, et permettre aux préposés de la ville de voir à l'application de ce règlement;»;

2° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

«10° Pour permettre le détournement de la circulation dans les rues de la municipalité, afin d'y exécuter des travaux de voirie, incluant l'enlèvement et le déblaiement de la neige et pour toute autre raison de nécessité ou d'urgence et donner aux fonctionnaires et employés de la corporation municipale l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des règlements adoptés à ces fins, y compris l'enlèvement et le déplacement de tout véhicule stationné à un endroit où il nuit aux travaux de la corporation et le touage de ce véhicule ailleurs, notamment à un garage, aux frais du propriétaire, avec mention qu'il ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de touage qui ne doivent pas excéder 50 \$ ou, dans le cas de véhicule routier de six roues ou plus et de plus de 9 072 kilos, des frais de touage qui ne doivent pas excéder 200 \$, et les frais de remisage qui ne doivent pas excéder un loyer basé sur les taux courants du garage intéressé pour le remisage des automobiles;»;

3° par l'insertion, après le paragraphe 30°, du suivant:

«30.1° Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destinés au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire;».

**4.** L'article 432 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 7°, du suivant:

«8° Pour prescrire que, dans le cas d'un commerce et d'une industrie non munis de compteurs, la taxe d'eau est basée sur la valeur locative de la place d'affaires occupée par le commerce ou l'industrie

et pour fixer, dans ce cas, un montant minimum de la taxe d'eau qui doit être payé pour la place d'affaires occupée par le commerce ou l'industrie. ».

**5.** L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 23°, du suivant:

« 24° Pour réglementer les salons de massage, les prohiber ou les autoriser en certains lieux seulement et à certaines conditions. ».

**6.** L'article 461 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Elle peut, de la même manière, disposer d'un véhicule automobile enlevé et déplacé conformément à un règlement adopté en vertu du paragraphe 10° de l'article 415 si le propriétaire n'en a pas recouvré la possession après deux mois. ».

**7.** Le conseil peut, par règlement, fixer un montant minimum de la taxe d'affaires qui doit être payé pour toute place d'affaires.

**8.** La taxe d'eau imposée par les règlements numéros 271, 421, 489, 574, 586, 611, 660, 739, 750, 1016, 1036 et 1057 est valide, sauf à l'égard des causes pendantes.

**9.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.